

Séance plénière du 21 mai 2015

COMPTE-RENDU

Ordre du jour

En partenariat avec l'Union des Maires de l'Essonne, consacre cette première séance aux réalités de terrain en matière de maison de santé et centre de santé (réalisés ou en projet).

- M. Daniel DENIBAS, maire de Boutigny- sur-Essonne - maison médicale
- M. Philippe RIO, maire de Grigny - projet Centre de santé dans le cadre du CLS.
- Dr. Philippe PARANQUE, SOS médecins (Chevannes),
- Dr Dominique RICHARD, facilitateur FEMASIF, Maison de santé pluri professionnelle (Morangis),
- M. Damien NICOLINI, Maison de santé des Allées (Corbeil-Essonne).

M. Philippe NASZÁLYI, (président de la Conférence de Territoire), ouvre la séance à 10h10. Il tient tout d'abord à remercier l'Union des maires de l'Essonne (UME) qui grâce au travail conjugué avec sa Directrice a permis d'organiser cet échange commun entre les représentants de l'UME et le monde de la santé en Essonne qu'est la Conférence de Territoire. Il apporte ensuite un salut particulier pour :

Les Élus :

- Mme Caroline Parâtre, Directrice de l'Union des Maires de l'Essonne (UME) et Vice-Présidente du Conseil départemental. Il tient à lui exprimer personnellement sa gratitude pour son aide à bâtir cette séance plénière en partenariat avec l'Union des Maires de l'Essonne toujours très partie prenante de nos Conférences. Il espère que cette réunion sera suivie d'autres !
- M. Daniel Denibas, maire de Boutigny-Sur-Essonne
- M. Philippe Rio, maire de Grigny, accompagné de M. Saïd Seddouki, chargé de mission santé et de Mme Cécilia Masselli, coordinatrice du projet local de santé – Atelier santé ville pour le GIP de Grigny et Viry-Châtillon

Les services du Conseil départemental :

- Mme Michèle Bolay, Directrice adjointe de la prévention santé
- Mme Frédérique Faucher-Teboul, médecin-chef-du Pôle santé à la direction de la PMI

La CPAM de l'Essonne :

- Mme Clémence Lalaut,

Les intervenants :

- M. Philippe Paraque, médecin, représentant de SOS médecins Essonne
- Mme Sandrine Caquineau-Audas, responsable du centre municipal de santé de Corbeil-Essonnes en compagnie de M. Eric Desrue, directeur des affaires sociales et de Mme Cécile Tshilenge, coordinatrice de l'Atelier santé-ville
- M. Damien Nicolini, représentant la maison de santé pluriprofessionnelle des Allées à Corbeil-Essonnes et de Mme Nathalie Charbonnier (Sage-femme / MSP Les Allées) et les membres de la Conférence de Territoire qui vont plancher :
- Mme Annette Delabar, (représentant des centres, maison et pôles de santé) Médecin Directeur du Centre municipal de santé des Epinettes.
- M. Dominique Richard, (représentant des centres, maison et pôles de santé) facilitateur de la Fédération des Maisons et Pôles de Santé d'Ile de France (FEMASIF) représentant la maison de santé pluri professionnelle de Morangis.

Il tient également à apporter aux membres présents les excuses de :

- M. François Guyomarch, Directeur des Personnes âgées et handicapées au Conseil départemental
- M. Jean-Michel Toulouse, directeur-général du CHSF représenté par Mme Wilhelm
- Mme Danielle Valero, maire adjointe d'Evry
- Mme Jessica Madaleno, maire adjointe de Corbeil-Essonnes
- Mme Marie-Thérèse Vidal, maire adjointe de Viry-Châtillon

Il constate que nous n'avons toujours aucune nouvelle de la ville de Courcouronnes

et apporte les excuses qui lui ont été présentées, des membres de la Conférence de Territoire, retenus par leurs missions professionnelles propres :

- M. Olivier Fouquet, représentant les personnes morales gestionnaires d'institutions accueillant des personnes handicapées
- M. Guillaume Wasmer, directeur des hôpitaux Orsay/Longjumeau/Juvisy
- Mme Catherine Pham, direction de l'EPS Barthélémy-Durand à Etampes
- Mme Isabelle Burkhard, directrice de l'hôpital privé les Magnolias
- M. Eric Siré, représentant les organismes champ de la promotion santé précarité
- M. Patrick Chavenon, représentant les professionnels de santé-pharmaciens
- Mme Françoise Ellien, représentant les réseaux de santé
- Mme Josiane Ramel, représentant les associations de retraités et personnes handicapées qui a eu un accident et à laquelle il adresse ses vœux de prompt rétablissement

I- Mouvements des membres de la Conférence de Territoire (CT 91)

M. NASZÁLYI rappelle que par arrêté du 15 avril 2015, M. Michel LECUYER suppléant de M. Galinand a été nommé au titre de représentant des associations de retraités et de personnes handicapées. Il a été invité tardivement et n'a pu nous rejoindre aujourd'hui.

Il rappelle qu'il a écrit au nouveau Président du Conseil Départemental de l'Essonne, François DUROVRAY pour le féliciter, l'inviter à la Conférence de Territoire. Le Département est représenté en notre sein par deux membres titulaires et deux suppléants.

À ce jour, il n'a reçu aucune réponse, pas même des remerciements, mais il ne faut sans doute jamais désespérer de rien !

Les sièges, sont donc vacants toujours et s'ajoutent toujours à la trop longue liste de sièges non pourvus.

Le Président fait procéder ensuite :

II- Approbation du compte-rendu du 16 avril 2015

Le Président rapporte que le compte-rendu de la séance plénière du 16 avril a fait l'objet de nombreuses corrections qui ont été intégrées à la rédaction du texte qui a été placé sur le site de la Conférence. Il demande aux membres s'ils ont des observations à faire sur ce projet.

- **Mme Sylvie BARROS** (infirmière représentant les professionnels de santé libéraux et internes en médecines), exprime son souhait d'avoir le compte-rendu des conférences en pièce-jointe des mails de convocation plutôt que sur le site de la conférence.
- **M. NASZÁLYI**, (président de la Conférence de Territoire), constate effectivement que le projet ne peut être publié avant son approbation par la Conférence de Territoire. Le projet de compte-rendu sera donc adressé à tous les membres par courriel et ne sera mis en ligne qu'après son approbation par les membres de la Conférence.
Plus personne ne demandant la parole, il procède au vote. La Conférence adopte à l'unanimité moins une abstention.

Le Président apporte ensuite des

III Informations

- Activité de la Mission « suivi des CLS ».

Le Président et Madame Geneviève Besse (représentant les collectivités territoriales et l'association des maires de France) sans la présence de M. Gilles Baudier qui était retenu par ses obligations professionnelles, ont rencontré :

- le maire de Grigny, le 31 mars à 14h et plus particulièrement l'équipe santé : Madame Elisabeth ETE, adjointe, déléguée au développement social, à la culture et aux retraités et M. Saïd SEDDOUKI, chargé de mission santé ;

- le maire de Viry-Châtillon, le 30 avril à 15h, en présence de Mesdames Marie-Thérèse VIDAL, adjointe, déléguée à l'action sociale et aux solidarités et Adèle VILLECHEVROLLE, adjointe, déléguée aux personnes âgées et au handicap et M. Gilles PEROT, directeur de Cabinet ;

au sujet de leurs engagements communs en santé notamment dans le Contrat Local de Santé (CLS).

Il décrit les problèmes posés par la dissolution effective au 1^{er} janvier 2016 de la Communauté des Lacs de l'Essonne et de ce fait du GIP qui avait instruit et portait le CLS de cette communauté, même si celui-ci a été signé par les deux villes. La ville de Viry n'a ne compte naturellement pas interférer dans les projets qui seront maintenus à Grigny seulement, toutefois,

le maire insiste pour obtenir par écrit la confirmation de l'ARS que les « droits à ouverture de pharmacie » de sa ville ne seraient pas entamés par une modification évoquée pour l'agrandissement de la pharmacie (la seule restante) de La Grande Borne du fait du simple transfert de l'entrée de cette dernière du territoire de Grigny au sol de sa commune. Il ajoute n'avoir nullement refusé un quelconque permis de construire puisque aucun n'a été déposé au sujet de la pharmacie.

Quant à l'ouverture d'une maison de santé, il semble que désormais, chaque ville doive se considérer comme non liées. Grigny connaît un problème de succession dans un cabinet de radiologie libéral, qui est désormais fermé. La ville se penche aussi sur une possibilité de créer un centre de santé plutôt qu'une maison de santé.

- **M. Philippe RIO** (Maire de Grigny) revient sur le sujet des deux villes qui vont intégrer des agglomérations différentes : Viry, la métropole du Grand Paris par son entrée dans la communauté des Portes de l'Essonne et Grigny, la Communauté d'Évry Centre Essonne. Les implications pratiques et même les applications juridiques sont encore assez nébuleuses du fait de l'extrême rapidité des évolutions. Les villes évaluent actuellement les contrats communs en cours. Il s'agit notamment du projet de la Grande Borne situé pour 90% sur le territoire de Grigny et 10% sur Viry.
- **M. Michel HUGUET** (Délégué Territorial ARS-DT 91) souhaite préciser que les CLS sont signés avec les villes alors que les Contrats de ville sont signés avec les agglomérations. La majorité des actions du CLS signé concerne la ville de Grigny. Les actions concrètes doivent guider l'outil et le CLS symbolise l'engagement des villes. Grigny va faire l'objet d'une Opération d'intérêt national de requalification des copropriétés dégradées (ORCOD-IN) qui aura beaucoup d'impacts sur le champ de l'habitat et notamment sur la salubrité.

Le président constate que la question des maisons et centres de santé et des implications des Collectivités a été abordé par les informations préalables et il propose d'aborder le point unique de l'Ordre du jour de cette Conférence :

La séance du jour est consacrée à l'implication des collectivités dans les projets de premier recours.

Ce thème fait suite aux échanges lors des assises de la santé où un atelier avait été consacré au premiers recours.

Mme Caroline PARÂTRE, (Directrice de l'Union des Maires de l'Essonne-UME), souligne que l'UME travaille sur ce sujet depuis des années et également sur les relations entre les professionnels de santé et les élus. En effet, même si la santé n'est pas une compétence des mairies, l'intérêt commun de mettre en place des projets doit primer car il faut résoudre la problématique du manque de médecins dans les villes.

1-Présentation par M. Daniel DENIBAS, maire de Boutigny-sur-Essonne, de la maison médicale

M. Daniel DENIBAS présente les caractéristiques de son village rural situé dans le sud-Essonne, à proximité de Milly-la- Forêt et la Ferté- Alais.

Historiquement, le conseil municipal s'est intéressé en 2011 au sujet du premier recours en raison des inquiétudes des professionnels de santé face aux lois d'accessibilité pour les personnes handicapées. À l'époque, l'offre était composée de deux médecins généralistes, un

dentiste et une diététicienne. Ces professionnels exerçaient souvent en étage, avec des escaliers à franchir.

Un premier contact avec l'ARS a été pris pour prévoir une maison de santé qui réponde aux besoins de la population. L'objectif était de rassembler le corps médical sur le territoire et d'attirer de nouveaux professionnels. La commune était confrontée à deux phénomènes :

- une population vieillissante
- une population en diminution car de moins de moins de jeunes s'installent dans ces villages ruraux.

La décision est prise de créer une maison de santé : des études sont réalisées, un terrain est envisagé... Dans le même temps, une classe maternelle ferme. Une opération immobilière de trente appartements constitue une opportunité pour créer une maison, mais le chantier est arrêté. Un autre terrain est trouvé. Des locaux correspondant à 524 m² sont achetés permettant l'installation de :

- deux médecins généralistes,
- un podologue,
- deux masseurs-kinésithérapeutes,
- un psychologue,
- une diététicienne,
- une infirmière,
- une orthophoniste.

Sur ce projet, il y a eu un échec : l'absence de dentiste. En effet, malgré « l'aide de chasseurs de tête », (mais est-ce vraiment une aide sérieuse et efficace ?) et des conditions attractives (logement, matériel...), aucun dentiste n'a été trouvé. Les exigences des professionnels libéraux sont croissantes.

Les travaux ont coûté à la commune en totalité 1,7 Million d'€.

Pour illustrer son propos, M. DENIBAS fait projeter une série de photos présentant la maison de santé et les travaux en la situant dans l'ensemble d'habitations dans laquelle elle est intégrée.

La mairie doit aussi continuer à prévoir. Ainsi est-elle obligée de s'investir elle-même dans la recherche de successeurs pour un médecin qui part à la retraite en juillet 2015. C'est un lourd travail et le maire constate que de nombreuses réponses proviennent de médecins à diplôme européen et guère de français ;

Le pharmacien se plaint désormais de la distance entre l'officine et la maison de santé. L'officine n'étant plus, comme avant, à proximité des lieux de consultation.

- **M. Jean-François CHABENAT** (URPS, Chirurgien-dentiste, représentant les professionnels de santé) précise que les difficultés de recrutement des chirurgiens-dentistes proviennent du numérus clausus. Il est fixé annuellement à 977 France entière alors qu'on note 1 300 départs annuels. 37% des nouveaux inscrits à l'Ordre ont un diplôme européen majoritairement venus d'Espagne, Portugal, Roumanie. En 5 ans, la Plateforme d'Appui aux Professionnels de Santé (PAPS) n'a reçu qu'un seul couple de chirurgiens-dentistes qui souhaitait s'installer en Essonne. Tous les renseignements sont consultables sur le site de l'ONDPS: Observatoire National Démographie des Professionnels de Santé

- **Mme Caroline PARÂTRE** (Directrice de l'Union des Maires de l'Essonne-UME) apporte une confirmation à la Conférence de Territoire de l'existence de nombreux cabinets conseils qui rencontrent les maires pour trouver des médecins. Il s'agit d'un véritable *business* pour ne pas dire autre chose, et cela sans aucune garantie de trouver une solution pérenne pour la commune.

2- M. Philippe PARANQUE (représentant de SOS médecins Essonne) présente le projet Médi-centre situé à Chevannes

Ce n'est plus un projet puisqu'il est en activité depuis trois ans. Il est issu d'une initiative des professionnels de santé libéraux qui ont souhaité s'investir sur un territoire : groupe SOS médecins Essonne.

Diaporama en annexe.

SOS médecins intervenait à l'époque principalement dans le secteur Nord et Est Essonnien dans un rayon de 15 km (époque des radios et sans portable)

Depuis 10 ans, le système de réponse s'est développé aux heures de permanence des soins (nuit et WE) et constitue une réponse sur l'ensemble du territoire notamment la zone sud Essonne. Puis, la maison médicale s'est créée en 2005 au niveau de la limite sud du territoire historique d'intervention au sein de la commune de Chevannes. Il existait à la fois une forte baisse de la démographie médicale et un développement des technologies. À cet endroit, il a été décidé d'ouvrir un point de consultation accessible pour le sud et nord. Une opportunité s'est présentée avec un ensemble rural qui était accessible en moins de 30 minutes de toute la zone d'intervention. Ce point de consultation est ouvert 7 jours sur 7 et 12h par jour (jusqu'à 22h) avec un à trois médecins disponibles selon les heures. Cette maison a une zone d'attractivité qui concerne 75 000 habitants. Un projet de télémedecine en ophtalmologie a été initié, mais fut abandonné. Il existe également des difficultés de recrutement : dentiste, ophtalmo.

Ce centre n'a pas le label MSP car il n'y a pas de médecin traitant actuellement, mais c'est une offre de soins complémentaire. On observe une sollicitation très forte de patients d'un certain âge, des patients avec des pathologies chroniques, dont le médecin traitant est parti. Ces patients nécessitent un suivi régulier car ils n'ont plus de médecin généraliste traitant. C'est pour cela que le centre a choisi d'intégrer un médecin généraliste traitant qui arrivera en septembre 2015 et peut-être un deuxième pour répondre aux exigences de l'ARS en matière de définition d'une Maison de santé.

Ce projet a nécessité un investissement de deux millions d'euros de la part des professionnels. Il n'a pas été demandé d'aides publiques pour ce faire. Le montage a été opéré en 2008-2009 avec environ trente médecins. Certains ont préféré rejoindre des projets subventionnés pour ne pas investir personnellement et assumer le risque financier. La démotivation et la désillusion de certains professionnels sont la rançon de cette inégalité de traitements à l'égard des projets ! Concernant les dentistes, un groupement plateau d'implantologie était intéressé, mais le projet n'a pas été réalisé à Chevannes de ce fait. Ces professionnels ont préféré rejoindre un projet subventionné, d'ailleurs hors département !

Description des cartes du diaporama.

M. Philippe PARANQUE signale que sur le territoire historique des visites à domicile se trouve la population la plus représentée car elle concerne jusqu'à 30% de la population vue en consultation. La répartition des consultations : 47% en journée semaine, 22% journée WE, 24% en soirée (20h à minuit) et 7% la nuit (minuit à 8h).

La répartition par âge est représentative des tranches d'âge de la population essonnienne. La majorité des patients sont dans la tranche d'âge de population active. Néanmoins, la tranche des plus de 75 ans est en forte augmentation.

La répartition des appels montrent que 80% sont issus de la plateforme SOS.

Sur le sud Essonne, il existe un projet concernant cinq EHPAD dotés d'un dossier médical partagé. En cas de besoin, l'EHPAD peut contacter par téléphone un médecin gériatre qui aura accès à son dossier médical. Le gériatre intervient à distance ou déclenche SOS médecins. Ce dispositif existe depuis août 2014 mais est confronté au peu de gériatre disponible.

- **Mme Caroline PARÂTRE** (Directrice de l'Union des Maires de l'Essonne-UME) questionne la conférence sur les inégalités territoriales d'accès aux médecins.
- **M. Thierry de MONTGOLFIER** (Directeur de l'établissement de santé La Martinière et représentant les personnes morales gestionnaires) interroge le Dr PARANQUE sur les tarifs de consultation des visites à domicile, est-ce en secteur 1 ?
- **M. Philippe PARANQUE** (représentant de SOS médecins) précise que tous les médecins de SOS médecins Essonne exercent en tarif secteur 1 avec des majorations pour la nuit.

3- Présentation par M. Damien NICOLINI de la MSP Les allées située à Corbeil-Essonnes.

La présentation est faite par M. Damien NICOLINI (Infirmier) et Mme Nathalie CHARBONNIER (sage-femme).

Diaporama en annexe

M. Damien NICOLINI insiste sur la pluri-professionnalité du projet qui vise à mettre en relation différents métiers.

Il évoque les difficultés de versement des aides du Conseil Régional et l'incohérence des suivis de dossiers. En effet, pour ce qui le concerne, le dossier avait été présenté avec une aide d'un montant de 410 000 €. Finalement, au dernier moment le Conseil régional n'a accordé que la somme de 200 000€ provoquant un besoin de fonds en urgence, de 150 000 euros et risquant de faire capoter tout le montage du projet. L'irresponsabilité des délibérations et les lenteurs du Conseil régional d'Ile de France sont très largement pénalisantes.

M. Damien NICOLINI ajoute que ce projet a bénéficié d'une subvention de l'ARS à hauteur de 50 000€

La MSP regroupe une équipe de 33 professionnels de santé.

La ville de Corbeil-Essonnes est une ville très dynamique avec un centre de santé, deux MSP.

M. Damien NICOLINI met en garde sur la multiplication des MSP qui peuvent devenir des coquilles vides car chaque élu veut une MSP sur son territoire. Il faut privilégier des MSP sur des axes stratégiques.

Il développe les possibilités de terrain de stage pour les étudiants en formation mais il existe un véritable fossé entre les MSP et les facultés. La MSP est également un bon outil de lien ville/hôpital.

4- Présentation par M. Dominique RICHARD, facilitateur de la Fédération des Maisons et Pôles de santé d'Ile de France (FEMASIF), Maison de santé pluri professionnelle située à Morangis

M. Dominique RICHARD (représentant des centres, maison et pôles de santé) présente quelques chiffres sur la démographie médicale :

- âge moyen : 55 ans,
- taux de renouvellement très faible, environ 10%,
- Un quart des médecins généralistes vont partir à la retraite dans les années à venir.

Diaporama en annexe

M. Dominique RICHARD insiste sur la nécessité que les étudiants réalisent des stages en ville et exercent une médecine de soins primaires.

5- Présentation par M. Philippe RIO, maire de Grigny, du projet de Centre de Santé

M. Philippe RIO précise qu'il s'agit d'une prise de conscience collective des élus sur le thème de la santé. Il évoque la mise en concurrence des territoires qui veulent créer ce type de structures dans le contexte d'absence de vision politique de l'aménagement du territoire abandonnée à la « libre concurrence des agents ».

Il existe un contexte marqué par une austérité des politiques locales qui limite ce type de projet coûteux aux collectivités de taille importante et riches qui peuvent encore investir.

Grigny est une ville, mais dont la désertification médicale en fait un point de ressemblance avec les territoires ruraux que l'on vient de traiter. La ville est un territoire urbain « dégradé » car Grigny a un revenu fiscal par ménage de 14 000 € en moyenne avec des disparités :

- 8 800 € sur Grigny2
- 10 400 € sur la Grande Borne

Grigny présente également une singularité socio-économique avec une démographie spécifique : 50% de population à moins de 18 ans, un revenu par habitant qui diffère selon les quartiers.

Les besoins en soins pédiatriques sont en augmentation avec 700 naissances par an. Il est donc indispensable d'attirer des professionnels de santé.

Depuis 2012, une MSP est en fonctionnement et a bénéficié d'aides du Conseil Régional, de l'ARS et des programmes de la politique de la ville.

Le projet en cours concerne le quartier de la Grande Borne qui dispose actuellement de 1,5 médecin généraliste. Il existe des réflexions sur le modèle d'activité à trouver : profession libérale, salarié de fonction publique territoriale ou mixte.

Le travail a été amorcé avec la Fédération nationale des Centres de Santé (FNCS)

Depuis 2009, la localisation du centre de santé a été actée, mais a été remis en question. Un local de 300/500m² a été trouvé. Il reste à réaliser les études de fonctionnement et calibrer au mieux le projet. L'objectif est de trouver les moyens pour que l'offre médicale ne se réduise pas.

- **M. NASZÁLYI** (président de la Conférence de Territoire) indique que la prochaine Conférence de Territoire du 18 juin sera consacrée au thème de « l'Universitarisation » et

devra poser la question « comment rendre attractif ces structures pour les jeunes médecins ? »

- **Mme Annette DELABAR** (représentant des centres, maison et pôles de santé, médecin-Directeur du Centre municipal de santé des Epinettes) précise que les centres de santé peuvent être de véritables acteurs de la politique de la ville en travaillant en partenariat avec les Ateliers Santé Ville, les démarches de Contrats Locaux de Santé pour bâtir des projets cohérents comme l'obésité infantile
- **M. Daniel DENIBAS** (maire de Boutigny-sur-Essonne) précise qu'il met à disposition un appartement F1 pour les remplaçants de la maison médicale.
- **Mme Sylvie BARROS** (infirmière représentant les professionnels de santé libéraux) évoque l'expérimentation en cours avec les maîtres de stage Infirmier. Cette expérimentation est menée par l'ARS et l'URPS Infirmier pour accueillir des étudiants au sein des cabinets infirmiers libéraux. L'Essonne est d'ailleurs très représentée dans ce projet. C'est une véritable opportunité de formation des étudiants en ville avec les libéraux et dont la convention doit être reconduite !
- **M. Didier HOELTGEN** (Directeur de l'Hôpital de Villeneuve St Georges et Président de la Conférence de Territoire du Val de Marne) après avoir remercié le Président et la Conférence de l'Essonne de l'inviter, souhaite poser trois questions :
 - o Est-ce qu'il y a des praticiens hospitaliers mis à disposition ou en temps partagé dans les centres de santé ? cela peut renforcer le lien ville-hôpital.
 - o Existe-t-il des conventions de recours entre les centres de santé et l'hôpital sur des spécialités pour proposer un accompagnement, un appui sur certaines spécialités ex : ophtalmo, dentisterie, ORL.
 - o De même sur les IFSI, est-il possible de réaliser des conventions avec les centres de santé ?
- **Mme Annette DELABAR** (Médecin Directeur du Centre municipal de santé des Epinettes) précise que le centre de santé d'Évry accueille des infirmières en stage en lien avec l'IFSI. Le centre a également deux maîtres de stage qui permettent l'accueil d'externes et d'internes par le SASPAS, c'est-à-dire le Stage Autonome en Soins Primaires Ambulatoires Supervisé. Il s'agit d'un stage réalisé par l'interne en fin de cursus avec plus d'autonomie en vue d'une installation et/ou d'un exercice particulier. La distance entre Évry et Paris est une difficulté pour l'attractivité du centre de santé. Pour les praticiens hospitaliers à temps partagé, la question avait déjà été évoquée et l'hôpital a également des difficultés pour recruter certaines spécialités et il est donc difficile pour l'hôpital de mettre à disposition des médecins.
- **M. NASZÁLYI** (président de la Conférence de Territoire) évoque les difficultés rencontrées depuis plusieurs années de trouver à l'université d'Évry des interlocuteurs qui comprennent enfin les besoins en santé du territoire pour tisser du lien entre l'université et l'hôpital dans un cadre global et non de manière isolée et parcellaire. Faute d'avancée depuis trois ans en ce domaine, Il propose d'inviter les représentants des MSP Universitaires de Fontainebleau, en création et de Coulommiers qui fonctionne déjà, lors de la prochaine CT pour ensemercer l'Essonne qui a besoin de participer pleinement à la formation des soignants sur son territoire.
- **Mme Annette DELABAR** (représentant des centres, maison et pôles de santé, Médecin-Directeur du Centre municipal de santé des Épinettes) propose d'aborder le sujet de la formation des infirmiers cliniciens.

- **M. Damien NICOLINI** (MSP les Allées) répond que le cadre législatif de l'infirmier clinicien est en cours de définition dans la loi de santé et que ce sujet est prématuré.
- **M. Dominique RICHARD** (représentant des centres, maison et pôles de santé, facilitateur FEMASIF) précise qu'il existe des MSP qui ne sont pas labellisées « Universitaire » mais qu'elles fonctionnent très bien et accueillent des étudiants. Exemple de la MSP d'Athis-Mons dont l'initiateur du projet est chef de clinique en médecine générale.
- **M. Damien NICOLINI** (MSP les Allées) évoque le problème des orthophonistes et le manque d'orthophoniste en hôpital et en ville.
- **Mme Nathalie CHARBONNIER** (Sage-femme / MSP Les Allées) indique qu'il existe une explosion de la demande en périnatalité et dans le suivi des patientes. Elle regrette que les sages-femmes doivent faire un choix entre un exercice libéral et hospitalier alors qu'il existe un texte juridique autorisant le cumul d'activité. La moitié des sages-femmes de la MSP viennent du CHSF (Évry) et l'autre moitié du CHIV (Villeneuve St Georges). Le CHSF demande de faire un choix au bout de trois ans (hôpital/libéral). Le temps partagé hôpital/libéral peut être un atout pour les deux secteurs.
- **M. Denis HOELTGEN** (Directeur de l'Hôpital de Villeneuve St Georges et Président de la Conférence de Territoire du Val de Marne) indique qu'il existe des statuts juridiques permettant un mi-temps hospitalier et un mi-temps dans une structure de santé. Le partage de temps peut également se réaliser avec les infirmiers. Le statut de mise à disposition permet de se régénérer, de travailler en pluri-activité.
- **M. Julien DELIE** (Directeur de l'Hôpital Joffre-Dupuytren, représentant les personnes morales gestionnaires) précise que cette concurrence peut s'organiser en logique de partenariat gagnant/gagnant pour que l'hôpital gère mieux ses flux notamment avec l'exemple du coût de passage aux urgences. Collectivement, il faut penser à des soins au meilleur coût car les enjeux, défis sont croissants.
- **Mme Patricia LUBELSKI** (URPS médecin, représentant les médecins libéraux) présente le RIR (**R**egroupement-**I**mplantation-**R**edéploiement) qui réalise des diagnostics de faisabilité, de besoin en santé, des études de pertinence et de localisation des projets. RIR Ile-de-France est issue de la volonté des Unions Régionales des Professionnels de Santé de disposer d'un outil indépendant et professionnel pour mettre en perspective les problématiques d'offre de soins et de démographie médicale et paramédicale en Ile-de-France.
RIR Ile-de-France a pour objet :
 - la promotion, le développement des outils de diagnostics territoriaux dans le domaine de la santé et notamment de l'offre de soins ambulatoire
 - l'accompagnement concerté entre des collectivités territoriales et les professionnels de santé en vue de projets territoriaux d'aménagement de l'offre de soins.
 RIR Ile-de-France est le partenaire de l'Association des Maires d'Ile-de-France.

Elle évoque également que d'autres structures avec des professionnels regroupés existent, mais ne sont pas référencées comme MSP car elles n'ont pas de médecin généraliste. Ainsi au sein de la structure dans laquelle elle travaille à Verrières le Buisson, existe un dossier médical partagé entre médecins. Ce cabinet accueille aussi des étudiants. Les médecins en effet sont maîtres de stage et participent à la formation des internes de pédiatrie.

Elle ajoute qu'il est indispensable de développer des maîtres de stage pédiatrique pour que cette spécialité perdure en ville.

- **Mme Frédérique FAUCHER-TEBOUL** (Médecin chef du Pôle santé à la direction de la PMI du Conseil départemental) précise qu'elle représente la direction de la protection maternelle infantile (PMI) du Conseil Départemental 91. La PMI a 70 ans et ressemble à une MSP car il existe un véritable travail en transversalité entre les médecins, sages-femmes et infirmières dans une logique de parcours. La PMI a une expérience ancienne de coordination et connaît les mêmes problèmes de ressources humaines, financement. Le dossier médical est désormais informatisé et partagé entre la PMI et les CPEF (centres de planification ou d'éducation familiale).
- **M. Dominique RICHARD** (représentant des centres, maison et pôles de santé, facilitateur FEMASIF) précise qu'il n'y a pas d'opposition entre centre de santé, maison de santé et PMI. L'exercice isolé de médecine sous la forme du généraliste ne peut plus guère fonctionner et le travail d'équipe est la solution. C'est une nouveauté pour les médecins libéraux car il n'y avait pas cette culture du travail en équipe. C'est une révolution qui s'accroît en raison des contraintes démographiques. La fédération des maisons de santé est un interlocuteur important. La première étape est de réunir au sein des collectivités les différents acteurs. Les collectivités qui ne sont pas en difficultés actuellement doivent s'y intéresser car elles vont être confrontées à cette problématique.
- **M. Damien NICOLINI** (MSP les Allées) confirme, qu'au niveau des soins primaires, il n'y a plus d'opposition public/privé et qu'effectivement il faut renforcer les liens avec la PMI.
- **Mme Annette DELABAR** (représentant des centres, maison et pôles de santé, Médecin-Directeur du Centre municipal de santé des Epinettes) ajoute que le paiement à l'acte est peu adapté. L'arrivée timide encore, du paiement au forfait est un des enjeux majeurs du débat. Elle souhaite que la Conférence aborde ce thème d'économie de la santé.
- **M. NASZÁLYI** (président de la Conférence de Territoire) regrette que le manque de temps ne permette pas de présenter le projet de l'association Altérité.
- **Mme Christine TRIOLLET-FOSSAERT** (représentant des personnes morales gestionnaires des institutions accueillant des personnes handicapées, association Altérité) indique que son association vient de reconstruire sur Ris-Orangis une Maison d'Accueil Spécialisée (MAS) qui accueillera les patients de la MAS Briancière à Champcueil. La MAS de Ris a été conçue pour accueillir soit un centre de santé, soit une MSP et a pour objectif d'ouvrir ses équipements sur la ville avec une possibilité de balnéo pour la rééducation.
- **M. Jean-Claude GALINAND** (représentant les associations de retraités et personnes âgées) ajoute qu'il faut intégrer le CCAS dans ces projets car le CCAS a une très bonne connaissance des patients en difficultés.

M. NASZÁLYI (président de la Conférence de Territoire) regrette de nouveau que le temps ait manqué pour traiter des centres de santé qui est un sujet trop important pour être bâclé en fin de séance. Il proposera au Bureau de la Conférence qui se réunira le 2 juin de travailler le 18 juin prochain sur le thème des centres de santé, de la liaison Ville-Hôpital qui a été abordée et du corollaire qu'est l'universitarisation des maisons et centre de santé. À cette fin, il invitera la MSP d'Athis-Mons et renouvellera son invitation à celle de Brétigny puisque le Dr Pichené n'a pu participer à la séance de ce jour.

Le Président remercie l'UME de son appui pour bâtir cette séance. Il exprime sa gratitude aux intervenants invités, maires, médecins, directeurs de structures et aux nombreux membres pour

cette très constructive et instructive séance. Il renouvelle ses excuses aux invités qui n'ont pu, faute de temps, s'exprimer. Ils le feront à la prochaine séance.

Il clôture la séance plénière à 12 h 45 et appelle les membres à la Conférence, le 18 juin à prolonger les débats.